

Gauche

Alternative

Journal des Alternatifs Isère

ISSN 0998 8467



Film - Débat - Buffet



Pot de thé, pot de fer
documentaire de Claude Hirsch
1h10

Les ouvriers de l'usine Fralib de Gémenos, groupe Unilever, sont en lutte contre la menace de fermeture pour délocalisation.



Ils parlent de leurs conditions de travail, de leur révolte contre le patron et le capitalisme, de leur lutte pour continuer à travailler ici, maintenant, collectivement, pour eux, pour leurs enfants. Ils s'interrogent. Ils résistent. Ils s'affirment...

entrée libre

Jeudi 12 décembre à 19h
Maison des Associations

6 rue Berthe de Boissieux - Grenoble

Soirée organisée par

Les Alternatifs

<http://www.alternatifs.org/38>



Sommaire

Édito - Pour les municipales de 2014, pp. 1-2

Interview - Des difficultés grandissantes pour se loger, pp. 2-4

Interview - Les hôpitaux sont-ils au bout du rouleau ?, pp. 4-5

Quelles politiques de transport ?, pp. 5-6

Interview - Soitec, des licenciements projetés pp. 6-7

Nucléaire militaire : après l'Iran, qu'attend-on pour s'occuper d'Israël ? p. 8

Lecture - De notre servitude involontaire, pp. 7-8

Lecture - La Violence des riches, p.8

Brève - Cadeau de Noël pour une fille ?, p. 9

Un Portugal essouffé, pp. 9-11

Calendrier, p.12

Édito

Pour les municipales de 2014

François Hollande a été élu en mai 2012 avec le slogan : « le changement c'est maintenant ». Force est de constater que rien n'a bougé et en particulier pour les collectivités locales. Le choix de l'austérité est maintenu et même aggravé, il assèche les ressources des communes et des intercommunalités. L'État transfère de plus en plus de charges sur les collectivités qui font face à un chômage de masse et à la précarité de leurs habitants.

À Grenoble, le choix de la majorité sortante s'est souvent tourné vers les politiques de prestige (stade, projet de rocade Nord, Presqu'île...) et de projet des densification trop intense (projet de l'Esplanade, projet Flaubert) même si certains projets impliquaient la Métro et le Conseil général. Les grands projets, la participation financière ou privée est depuis longtemps combattue par le groupe des élus ADES, Verts et Alternatifs.



Numéro 147 - décembre 2013 - Prix libre

Les Alternatifs ont toujours eu un élu présent soit dans la majorité, de 1995 à 2001 puis de 2001 à 2008 et dans l'opposition de 2008 à 2014 avec la présence de Gilles Kuntz. Gilles a représenté le groupe des élus à la Métro.



(la pollution évoquée au Conseil Municipal)

Le bilan concret est important : participation à la réhabilitation du quartier Teisseire, en 1999 création du CREG¹. Nous avons aussi participé à plusieurs mobilisations contre le stade, la rocade Nord, les grands projets immobiliers. Nous avons été très présents dans la lutte contre le racisme et le soutien aux Roms.

Depuis des mois les Alternatifs participent à un large rassemblement ouvert à tous les habitants qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche, de l'écologie, de la citoyenneté. Ce rassemblement est composé du Réseau Citoyen, de l'ADES, des Verts, des Alternatifs, du parti de gauche et de tous-tes celles et ceux qui s'y reconnaîtront.

Grenoble a besoin d'une nouvelle majorité innovante, Grenoble doit rompre avec les pratiques politiques actuelles éloignées de la vie quotidienne des habitants et cette ville doit s'émanciper des nombreux lobbies du privé dans ses politiques publiques. Le projet est de sortir des impasses et des vieilles pratiques de la majorité socialiste sortante.

Ce rassemblement refuse les mauvaises solutions de la droite disqualifiée par le retour de l'ancien maire corrompu ainsi que les propositions nauséabondes du F.N.

Cette campagne « Grenoble une ville pour tous » revendique une ville au service des habitants-es qui assure l'égalité des droits, qui refuse les politiques d'austérité.

Ce rassemblement veut une démocratie active pour co-construire les projets avec les habitants-tes, développer les budgets participatifs, créer des comités d'usagers avec des services publics, mettre en avant l'éducation populaire.

Nous voulons limiter le cumul des mandats, revoir les indemnités des élus, démocratiser le fonctionnement de la Métro.

Ce rassemblement revendique un bouclier social et écologique en développant l'économie sociale et solidaire, en favorisant la création d'emplois utiles et non délocalisables, en réimplantant des commerces de proximité.

Il faut redonner du pouvoir d'achat en pratiquant des tarifications solidaires allant jusqu'à la gratuité. Nous proposons de libérer les services publics locaux des ingérences et des intérêts privés. Le retour de l'eau au sein du service public est exemplaire.

Nous sommes pour une ville à taille humaine, avec la remise à plat de tous les grands projets d'urbanisme (Villeneuve, Flaubert, Presqu'île, Esplanade). Nous sommes pour la création de logements sociaux, pour le développement de transports en commun gratuits, pour favoriser les alternatives à la voiture, pour la création d'un service public du vélo.

Les Alternatifs se retrouvent dans les valeurs et la dynamique du Rassemblement. Nous défendons au sein de ce Rassemblement la lutte pour l'égalité des droits avec plus de justice sociale dans les quartiers populaires. Nous poursuivrons la lutte contre les intérêts privés et la spéculation immobilière. Nous mettrons en avant l'écologie urbaine, la démocratie active, le budget participatif et le droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales.

Oui les Alternatifs ont un rôle important dans ce rassemblement, c'est une chance historique de construire véritablement une ville pour toutes et tous.

Bernard Macret

1. Conseil des Résidents des Etrangers de Grenoble

Interview

Des difficultés grandissantes pour se loger

Au moment où la construction de nouveaux logements est projetée à Grenoble, Gauche alternative a voulu faire le point sur la situation du logement dans l'Isère, notamment en ce qui concerne les plus défavorisés. Pour ce faire, elle donne la parole à Séverine François, directrice de la Fédération de l'Isère de la CNL (Confédération Nationale du Logement).

Gauche alternative : - Pouvez-vous nous faire un état des problèmes de logement dans l'Isère ?

Séverine – Les loyers ont énormément augmenté depuis 2000. En 2008, il y a eu en plus une envolée des charges de chauffage (fuel, gaz) pour tous les locataires. Sur l'agglomération le réseau de chauffage urbain, même s'il représente un mixte énergétique, a également connu une envolée tarifaire. Ces augmentations se cumulent avec celle des autres charges incompressibles avec le logement alors que d'un autre côté on observe la diminution des ressources des mé-

nages liée à la crise. La part du logement dans le budget des ménages augmente donc. Ce qui signifie des difficultés.

Quelle est le nombre de demandes de logements sociaux non satisfaits ?

Dans l'Isère, il y a 20 000 demandes non satisfaites. Ce nombre ne baisse pas depuis un certain nombre d'années. On estime la moyenne d'attente à 3 ans. C'est sur les petits logements demandés par les personnes à faible ressource que la tension est la plus forte.

Combien y a-t-il eu d'expulsion dans l'Isère depuis le début de l'année ?

Nous n'avons pas les chiffres de 2013.

On assiste ces dernières années à une augmentation du nombre de demande de recours à la force public accordées : en 2008, il y en avait 363, et en 2012 il y en a eu 550. Selon les bailleurs, le nombre de loyers impayés a beaucoup augmenté.

La loi Lagarde qui avait donné plus de possibilités aux personnes surendettées n'est pas articulée avec la procédure d'expulsion. Ainsi, certaines personnes qui ont déposé un dossier de surendettement afin d'obtenir l'annulation de leur dette peuvent se faire expulser même si leur dette auprès du bailleur est effacée par la commission de surendettement.

Dans quelle mesure la loi DALO sert à quelque chose ?

Nous participons à l'application de la loi en accompagnant les personnes à remplir leur dossiers et nous siégeons aussi à la commission DALO. Ce que la loi a permis c'est que certaines personnes sortant d'hébergement peuvent, selon les critères de la loi DALO, prétendre à l'obtention d'un logement que l'État est alors dans l'obligation de leur proposer. Ce qui a permis de mobiliser davantage les logements prévus par la réservation préfectorale et dans le cadre du plan départemental d'aides aux personnes défavorisées au profit des sortants d'hébergement.

Les personnes expulsées entrent dans le cadre du droit au logement opposable, et dans le cadre du plan départemental des logements sont proposés aux personnes hébergées, et personnes sortants de structure.

De nombreuses personnes qui demandent un hébergement n'en obtiennent pas. La loi DALO permet aussi de saisir la commission du même nom pour en obtenir un. Mais le processus est long, or les personnes ont besoin d'un hébergement immédiatement. Ce n'est donc pas satisfaisant.

Préconisez-vous l'application de la loi de réquisition des logements vides ?

La CNL a toujours préconisé que, dans le cadre de la loi DALO, on puisse réquisitionner des logements dans le privé. Nous sommes plutôt favorables à la réquisition de logements vides pour qu'il y ait une certaine mixité.

Que pensez-vous de la loi d'encadrement des loyers, présentée par la ministre du logement, Cécile Duflot ?

Le problème est que la loi doit reposer sur une base de données d'un Observatoire des loyers ; or, on ne sait pas qui alimentera cette base de données. Il y a peu de moyens affichés pour sa mise en œuvre. La loi comptait sur la bonne volonté des acteurs immobiliers. Or, ce n'est pas le cas. On ne sait pas trop si cet encadrement jouera en faveur des locataires. Il est prévu en particulier de revoir les loyers à la hausse pour ceux qui seraient en-dessous du loyer médian. L'enjeu est de fixer un loyer médian qui correspond à une réalité. Comment l'Observatoire va-t-il fixer le loyer médian ? C'est un enjeu ouvert.

Y a-t-il eu depuis le changement de majorité une augmentation de mise en chantier de logements sociaux ?

La ministre du logement, Cécile Duflot a affiché un objectif ambitieux sur la construction des logements sociaux. Cependant, le contexte est difficile parce que le foncier est

cher, le coût de la construction a énormément augmenté et la TVA aussi. Ce qui signifie que ces constructions demandent des aides plus importantes. Or, ces dernières années, ce sont beaucoup les collectivités locales qui ont pallié, à la baisse des financements de l'État. La Ministre a fixé des objectifs ambitieux mais n'a pas mis les moyens correspondants. La réquisition du foncier ou le fait que l'État mette son foncier à disposition n'ont pas permis, dans les zones tendues comme Grenoble, de faire apparaître des terrains constructibles à foncier minoré. Il risque donc d'y avoir un grand écart entre les mises en chantiers effectives et les objectifs affichés.

Que pensez-vous de la loi, annulée par le Conseil constitutionnel et qui prévoyait plusieurs tarifs d'électricité ?

On voudrait des services publics de l'énergie qui soient abordables. Les augmentations de tarifs que pratique EDF pour s'aligner sur les tarifs européens ne correspondent pas aux ressources des ménages. La précarité énergétique des ménages est un sujet brûlant. Elle augmente énormément. Les familles sont obligées de trancher entre différentes dépenses. Ainsi, certaines décident de ne plus se chauffer. La CNL souhaite des tarifs sociaux de l'énergie avec des plafonds plus ouverts.



Les logements sociaux méritent-ils toujours cette appellation ?

Les logements sociaux ont normalement des loyers minorés. Nous attendons des bailleurs sociaux une proximité à l'égard des locataires, qu'ils soient attentifs pour que, par exemple, ceux-ci ne se retrouvent pas avec des charges trop importantes. Aujourd'hui, le logement social a plutôt tendance à se présenter comme un acteur de logement comme les autres. Cela ne va donc pas dans le sens que nous souhaitons.

Y a-t-il dans l'Isère un problème de logement d'urgence comme ce fut le cas dans le Puy-de Dôme ?

Le dispositif grenoblois d'aujourd'hui, qui est malgré tout bien structuré puisqu'il y a un accueil centralisé, ne répond pas toujours tout de suite à la demande d'urgence. Il y eut, en 2012, 1 491 demandes. Statistiquement parlant, la personne qui formule sa première demande a 14% de chance seulement de la voir satisfaite.

En effet, le nombre de places est insuffisant. Les places en hébergement sont normalement pour des durées courtes. Mais en réalité pour certaines populations il n'y a pas de sortie d'hébergement, notamment pour tous ceux qui sont sans droit tels que les demandeurs d'asile.

Quelles ont été les luttes de locataires ces dernières années dans l'Isère ?

On s'est beaucoup mobilisé au sujet de l'augmentation des charges. Les locataires se sont beaucoup concentrés sur l'obtention de la part de leur bailleur de réhabilitations thermiques pour que leur logement consomme moins et obtenir que ces travaux se fassent sans augmentation de loyer.

Des actions telles que la grève des loyers ou des charges ont-elles eu lieu ?

On ne pratique pas la grève des loyers, sinon on pourrait mettre les locataires en situation expulsable. On a mené des actions collectives sur le chauffage urbain. Nous avons manifesté devant les élus. Il faut établir un rapport de force site par site.

Pensez-vous que la problématique de la mixité sociale avance ou régresse ?

Pour nous le logement social c'était le logement public, donc le logement pour tous. Le gouvernement précédent avait beaucoup voulu réduire la mission du logement social aux personnes les plus défavorisées et n'avait pas véritablement maintenu la vocation de mixité de ce patrimoine. Actuellement très peu de personnes payent un surloyer. Il n'y a donc pas de « riches » qui logent dans les logements sociaux.

Interview

Les hôpitaux sont-ils au bout du rouleau ?

Compte tenu du fait que les personnels de différents établissements de santé se mobilisent ces derniers temps dans l'Isère (hôpitaux de St-Egrève, de La Tronche, de Voiron, clinique de Belledonne), Gauche Alternative donne la parole à un syndicaliste de l'hôpital de Voiron en la personne de Bernard Rival.

Gauche alternative - Quelle est la cause de la mobilisation du personnel de l'hôpital de Voiron ?

Bernard - La raison est la décision de la tutelle de l'hôpital (ARS) de délocaliser sa restauration, son laboratoire et sa stérilisation. Nous savons que la délocalisation du laboratoire sur Grenoble aura un impact important sur l'activité au quotidien des services, en particulier sur la prise en charge des urgences, que ce soit les urgences pures, celles des maternités, et celles de nuit.



En quoi a consisté cette mobilisation ?

Nous avons déposé fin septembre un préavis de grève reconductible avec des médecins. Cette grève a duré trois semaines. Son but était d'interpeller les élus et la population pour leur montrer les dangers. Ainsi, nous avons manifesté une première fois jusqu'à la mairie de Voiron pour rencontrer le maire Roland Revil et le président de la communauté de commune Jean-Paul Bret. Il y avait environ 250 manifestants dont une vingtaine de médecins. Ce qui correspond aux deux tiers des personnels, sachant que le dernier tiers était bloqué à l'hôpital pour assurer la continuité des soins.

Une seconde manifestation a eu lieu le 19 octobre à l'attention des usagers : 500 personnes nous ont accompagnés pour poser la première pierre de l'hôpital de Voiron car nous attendons toujours la construction d'un hôpital neuf sur le site.

Les médecins se sont-ils également bien mobilisés ?

Oui, les médecins se sont fortement mobilisés car ils ont bien compris les enjeux, en particulier les contraintes liées à la délocalisation du laboratoire qui aurait un impact direct sur toutes les activités. La tutelle veut délocaliser 37% de l'activité sur le CHU. Cela remet donc en cause l'activité sur les pochettes de sang provenant des urgences.

Une intersyndicale s'est-elle donc créée ?

Une union s'est créée entre la CGT, le syndicat FO des médecins plus un certain nombre de médecins non syndiqués.

L'action syndicale continue. Par exemple, le 23 novembre, nous allons au local de l'ARS pour apporter notre pétition en ligne et sur papier que nous avons déjà apportée, le 19 octobre, au maire de Voiron. Il s'agit d'une action régionale CGT auprès de la tutelle pour montrer les difficultés des établissements de santé.

Puisque d'autres établissements hospitaliers du département se mobilisent aussi, y a-t-il un problème global des hôpitaux français ?

Les difficultés des hôpitaux sont liées au nerf de la guerre, c'est-à-dire à l'argent. L'ONDAM (Ordonnance Nationale des Dépenses d'Assurance Maladie) qui détermine le financement la Sécurité sociale et qui est votée par les députés diminue régulièrement depuis plusieurs années. Celle votée pour 2014 est en baisse de 2,4%. Ce qui signifie une suppression de 20 000 salariés des hôpitaux et de 35 000 dans la santé en général. Ce qui signifie que tous les hôpitaux sont touchés puisque l'activité n'est pas financée à la hauteur des besoins.

L'hôpital psychiatrique de St-Egrève a particulièrement des difficultés pour remplir sa mission. Il a de plus en plus de mal à gérer ses patients. Et ainsi, on retrouve des gens dangereux en pleine ville.

Alors que l'espérance de vie en bonne santé diminue, dans votre pratique sentez-vous une dégradation globale de la santé des gens ?

Comme nous avons des contraintes financières, nous sommes obligés de faire des choix. C'est comme dans

un bateau qui est en train de couler, on sauve d'abord les femmes et les enfants. Les femmes enceintes et les enfants sont préservés, en revanche les personnes âgées sont de moins en moins prises en charge. Et maintenant les médecins s'interrogent sur quels traitements donner aux personnes en fin de vie, quel que soit l'âge, car ils sont coûteux. Quand on se pose la question du soin à donner par rapport à une pathologie en fonction des frais, c'est la porte ouverte à toutes les dérives.

Quelles politiques de transport ?

L'automobile ou les transports en commun

Suivant une fois de plus les pressions des patrons le gouvernement PS-EELV-Radicaux de Gauche n'a toujours pas mis en place d'écotaxe. Certes, cette taxe est également critiquée par des salariés, car ils y voient une diminution supplémentaire de leur niveau de vie et craignent des licenciements économiques. Il aurait donc fallu que le gouvernement accompagne l'établissement de l'écotaxe d'une baisse des tarifs des transports en commun et du fret ferré ainsi qu'un dispositif de reconversion des chauffeurs-routiers. En revanche, il a décidé d'augmenter la TVA sur les transports en commun, qui passe ainsi de 7% à 10%. Ce qui va, entre autres, provoquer une augmentation des tarifs de ce mode de transport et donc contribuer à dissuader leur usage au profit de l'automobile. Ce qui va augmenter la pollution dont celle de la production de gaz carbonique. À ce sujet, le dernier rapport du GIEC indique qu'à cause de l'augmentation de la concentration de ce gaz dans l'atmosphère, la température gagne un degré tous les vingt ans ! Rappelons aussi que l'agglomération grenobloise connaît 150 morts prématurés par an à cause de la pollution atmosphérique.

Par ailleurs, en annonçant l'augmentation du nombre de bornes de ravitaillement en électricité, le gouvernement cherche à développer la voiture électrique. Si ce genre d'automobile a l'avantage de ne pas dégager de gaz d'échappement, elle justifie le maintien en activité des centrales nucléaires pendant 60 ans au lieu des 30 initialement prévus lors de leur construction. Ce qui est donc dangereux et anti-écologique.

Le Conseil général de l'Isère, à majorité PS-PC, a supprimé en 2012 la gratuité des transports scolaires pour, a-t-il dit, des raisons financières. En revanche, le Président de ce Conseil, André Vallini sait trouver de l'argent pour proposer que le département finance le prolongement de l'autoroute A 51 au milieu du Trièves. Comme le gouvernement, le Conseil Général de l'Isère cherche à encourager l'usage de l'automobile au détriment de celui des transports en commun.

Notons que le Conseil Régional Rhône-Alpes à majorité « gauche plurielle » a tout de même décidé d'augmenter d'un centime d'euro la taxe sur l'essence pour

aider à financer les trains TER de la Région.

En ce qui concerne le transport aérien, le gouvernement maintient son mégaprojet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ce qui prouve qu'il cherche à encourager ce mode de transport qui, parce qu'il est énergivore, est, lui aussi, anti-écologique.

Quand la SNCF fait ce qu'elle veut

Mais c'est au sujet des chemins de fer que le gouvernement, comme son prédécesseur, est le plus critiquable. Il laisse la SNCF, qui a le quasi-monopole des transports ferroviaires, se comporter comme une entreprise à but lucratif et non comme un service public. Toute la politique de celle-ci est basée sur les TGV. Les prix moyens de ces trains-là sont plus chers que ceux des autres trains. Ils varient du jour au lendemain selon la loi de l'offre et de la demande.



Par ailleurs, afin de nous faire emprunter les TGV, la SNCF a supprimé un certain nombre de trains transversaux et nous oblige ainsi à faire le détour par l'Île-de-France. Ce qui augmente encore plus les prix. C'est le cas, par exemple, pour aller de Grenoble à Metz, Nantes ou Bordeaux. Par ailleurs, la politique de flux tendu au niveau du personnel fait que certains trains, autres que les TGV, sont, au dernier moment, supprimés. Aujourd'hui, quand RFF¹ fait des travaux, par ailleurs justifiés, d'électrification, de doublement ou de rénovation de voie, elle ferme la ligne pendant des trimestres, voire des années. C'est le cas pour les lignes allant de Grenoble à Chambéry, Valence et Gap ; alors qu'autrefois de tels travaux n'impliquaient aucunement de telles fermetures ! À noter qu'aucune de ces trois lignes n'est empruntée par des TGV !

Tous les moyens sont bons pour soutirer de l'argent aux usagers. Par exemple, lorsque nous ratons notre TGV, nous ne pouvons nous faire rembourser notre billet que dans les deux heures qui suivent le départ du train. Au-delà de ce délai, ce titre de transport est caduc. Or le compostage obligatoire du billet empêche l'utilisation de celui-ci plusieurs fois. Quand j'ai écrit au ministre délégué chargé des transports, M. Frédéric Cuvillier pour lui demander de remédier à cette incongruité, la seule réponse que j'ai eue fut celle de son « conseiller ». J'ai pu lire dans cette lettre : « *Le Ministre a pris connaissance avec intérêt de votre courrier et m'a demandé de le transmettre au directeur général des infrastructures des transports et de la mer en soulignant le sens de votre démarche* ». C'est se foutre du monde !

Parmi les diverses méthodes grippe-sou de la SNCF, on peut citer la suivante : quand nous achetons un billet international, aujourd'hui la SNCF nous facture 5 € « de dossier ». À l'heure de l'informatique est-il plus difficile de préparer un tel billet international qu'un billet national ? Avec les tarifs ainsi pratiqués par la SNCF, il n'est pas étonnant que le covoiturage sur de grandes distances se développe.

Les résultats du mouvement citoyen

Heureusement, les mouvements citoyens contrent la réalisation de ces politiques anti-écologiques. C'est le cas pour l'autoroute A 51 : une grande vélorution a été organisée au printemps dernier contre ce projet. Les protestations des usagers de la ligne de train Grenoble-Veynes ont fait que la ligne a été maintenue. À Notre-Dame-des-Landes, les différentes manifestations et l'occupation du terrain par les opposants au projet d'aéroport ont fait qu'aujourd'hui celui-ci est en standby. Dans l'agglomération grenobloise, les succès électoraux de la liste Alternatifs-ADES-Verts (22,5% au second tour des élections municipales de Grenoble en 2008) et le succès des premières lignes de tramway ont poussé le pouvoir socialiste de la « Métro » à décider la construction d'une cinquième ligne (Le Fontanil-Grenoble). Il faut aller plus loin : il faut obtenir la gratuité des transports urbains, comme l'a réalisé Tallinn (424 000 habitants), la capitale de l'Estonie, comme l'envisage de le faire le maire d'Auckland (1,3 million d'habitants) en Nouvelle-Zélande ; et financer cette gratuité par l'augmentation des taxes sur les carburants aéronautique et automobiles.

1. Réseau Ferré de France

Jean-François Le Dizès

Interview

Soitec : des licenciements projetés

L'entreprise Soitec de Bernin risque de licencier une partie de ses salariés. Pour comprendre la situation, Gauche alternative donne la parole à deux délégués du personnel de cette entreprise : Richard Usson et Fabrice Lallement.

Gauche alternative - Qu'est-ce que produit Soitec ?

Richard – Soitec apporte des propriétés isolantes à des tranches de silicium qui vont servir ensuite à la fabrication de composants électroniques. Cela permet ensuite aux fabricants de développer des composants à plus faible consommation. Ce savoir faire est aujourd'hui utilisé pour tenter une diversification dans les secteurs de l'éclairage (LED) et du solaire (photovoltaïque).

Combien y a-t-il de salariés à Soitec ?

Fabrice – On est autour de 850 employés. Suite au plan qui est en cours, on va descendre à moins de 800, sachant qu'on a été il y a trois ans 1 200 salariés sur le site.

Au départ votre entreprise était-elle une entreprise familiale ou bien a-t-elle été lancée par un grand groupe ?

Richard – C'est une start up qui a été fondée par trois chercheurs. Ceux-ci ont repris un brevet du LETI¹ qui met à la disposition des moyens pour industrialiser ses brevets.

Quel est votre problème actuel ?

Fabrice – On a eu l'annonce d'un plan de licenciements qui toucherait 90 personnes. Il faut savoir que nous sortons d'un précédent plan de licenciement, concernant 130 personnes, qui s'est achevé il y a six mois. Cette fois-ci, contrairement au plan précédent, il n'y aura pas que des départs volontaires. Si on n'a pas encore de projet de grève, on envisage de faire assez rapidement au moins une journée d'action. On veut la faire de manière transverse avec nos partenaires que sont St-Microelectronics de Crolles et de Grenoble, voire avec le CEA. Il faut comprendre qu'avec

les licenciements de Soitec c'est toute la filière microélectronique qui est mis à mal. Récemment, St-Ericson a été démantelée, même si la fermeture s'est faite sans casse sociale. Après Soitec, d'autres boîtes pourraient être touchées. Il faut donc être vigilant.



Jusqu'à présent quelle a été votre action ?

Richard – Elle a été essentiellement en direction des médias. On a fait aussi des démarches auprès des politiques. Les résultats ne sont pas à la hauteur de ce que l'on espérait compte tenu notamment de l'implication de l'État au niveau financier. En effet, le Fonds Souverain d'Investissement² donc l'État est le premier actionnaire de Soitec.

Fabrice – Le Fonds Souverain d'Investissement possède en effet 13% des actions. Aussi, nos luttes se déroulent sur deux fronts : dans l'entreprise auprès des salariés et en direction des politiques. En effet, en haut-lieu, on nous parle de la filière stratégique de la microélectronique. Or, en pratique, depuis une quinzaine d'années, la microélectronique ne connaît que des destructions de postes : par exemple Freescale à Toulouse.

Il faut savoir que la microélectronique figure parmi les 34 secteurs dits stratégiques qui ont été mis en avant par le ministère du redressement productif. Ainsi nous sommes présents aux réunions du Comité stratégique de filière en présence du Préfet de l'Isère, des Conseillers régionaux et de différents entrepreneurs.

Mais à chaque fois que nous voulons aborder les vrais problèmes, c'est-à-dire les destructions d'emplois et le maintien de l'outil industriel, nous n'avons pas de réponse à nos questions. Eux, ils sont plus préoccupés à créer une belle vitrine grenobloise avec Minatec.

Aujourd'hui les productions de Soitec sont uniquement pour les fabrications d'objets grand public : téléphonie, PC, console de jeu.

Organisez-vous des assemblées générales ?

Fabrice – Nous, la CGT, avons demandé à notre direction de pouvoir voir les salariés sur leur temps de travail. Nous attendons une réponse. Quelle que soit cette réponse, des AG auront lieu très prochainement avec les employés, il est important qu'un rapport de force s'instaure rapidement pour faire bouger les lignes.

Richard – Suite à notre dernier communiqué de presse,

notre direction a menacé de poursuivre la CGT en justice pour diffamation.

Avez-vous une idée de la proportion de la valeur ajoutée de votre entreprise qui revient aux salariés ?

Richard – Nous ne le savons pas. Cependant, nous savons que la politique de Soitec a surtout consisté, ces dernières années, à réinvestir les bénéfices. Les principaux bénéficiaires des bénéfices ont été les dirigeants qui se sont octroyé des augmentations significatives, soit directement sur leurs revenus, soit par acquisition d'actions. Après le premier plan social, ils ont multiplié leurs revenus par deux, ce qui a conduit à une grève dure d'une semaine. Ils ont actuellement des revenus voisins des PDG de grands groupes, alors que Soitec est un petit groupe.

Fabrice – C'est inacceptable. On aimerait que tout le monde se serre la ceinture et que ce ne soit pas seulement la base de la pyramide qui soit frappée.

La confiance qu'avaient les salariés envers la direction s'est désagrégée en quelques années.

Pour plus d'infos : <http://cgt-soitec.reference-syndicale.fr/>

1. Laboratoire d'Électronique et de Technologie de l'Information
2. Le FSI est devenu la Banque Publique d'Investissement

Nucléaire militaire : après l'accord avec l'Iran, qu'attend-on pour s'occuper d'Israël ?

Opposés au nucléaire civil comme militaire, Les Alternatifs considèrent l'accord entre l'Iran et le groupe des 6 (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Grande Bretagne et Russie) comme positif. Il est un frein à la prolifération nucléaire mais il demande confirmation. Un autre point positif est la levée – à terme – de l'embargo dont est victime la population iranienne.



Mais la principale menace nucléaire au Proche et au Moyen-Orient n'est pas la future et hypothétique bombe iranienne, c'est la bombe israélienne qui, elle, est bien réelle et depuis longtemps : Israël possède entre 150 et 200 têtes nucléaires et les vecteurs nécessaires pour frapper tout adversaire potentiel, ce qui en fait la 5ème ou 6ème puissance nucléaire mondiale, à égalité avec la Grande Bretagne. Israël n'a jamais reconnu posséder cette bombe (obtenue grâce à l'aide française puis étasunienne) et a refusé de signer le traité de non prolifération nucléaire (TNPN), ce qui le met à l'abri des contrôles de l'AIEA. (Agence internationale de l'énergie atomique) ! Israël doit signer le TNPN, permettre le contrôle de ses installations nucléaires par l'AIEA et démanteler son arsenal, principale menace pour la paix au Proche-Orient. Non à la bombe atomique en Israël comme ailleurs.

Les Alternatifs, 25-11-13

De notre servitude involontaire

pas (seulement) lutter contre des entités extérieures, car en réalité, le capitalisme fait partie intrinsèquement de nous. « Pour la longévité d'un système, il faut impérativement que ceux qui le font fonctionner soient disposés à le faire de leur plein gré, au moins pour l'essentiel. Et plus leur adhésion est spontanée, moins ils ont besoin de réfléchir pour obéir, mieux le système se porte. » Alain Accardo parle alors de « servitude involontaire ».

Réclamer de meilleures conditions de travail, une revalorisation salariale (et l'on peut étendre des revendications à tous les domaines, qu'il s'agisse de santé, d'éducation, etc.) ne suffit pas, car cela ne met en rien à mal le système lui-

Lecture

*De notre servitude involontaire,
Lettre à mes camarades de gauche,
Alain Accardo, éditions Agone*



Publié initialement en 2001, *De notre servitude involontaire* a été réédité en juin dernier. Il s'agit pour Alain Accardo, sociologue, de contrer l'idée selon laquelle il suffirait de prendre le pouvoir pour renverser la situation politique, économique et sociale. Lutter contre le capitalisme n'est

même, « capable d'intégrer à ses stratégies de domination les critiques qui lui sont adressées », qui s'adapte donc, sans changement profond.

En réalité, le système perdure car il « est capable d'extorquer à ses victimes mêmes leur consentement (ou plutôt « connivence non intentionnelle » comme la nomme ensuite l'auteur) en échange de certaines satisfactions au plan du confort matériel et de l'espérance de réussite sociale. « Les partis politiques dits socialistes ou travaillistes se sont ralliés au « social-libéralisme, c'est-à-dire à un capitalisme conscient de la nécessité de consentir des réformes » et favorisent ainsi le maintien de l'ordre capitaliste.

Actuelle « valeur fondamentale de l'existence humaine », tel est l'argent, qui « tire sa force de la représentation que s'en font les dominés », car il est considéré entre autres le « marqueur de la réussite sociale, la récompense du mérite ». L'idéologie que l'on peut nommer « darwinisme social » (c'est-à-dire la croyance selon laquelle la vie est faite de compétitions et que seul le meilleur gagne...) est insidieusement diffusée, comme s'il s'agissait d'une vérité. Alain Accardo cible alors, pour que le « dressage » opère, trois créateurs de cet inconscient social : « le système scolaire et universitaire, le

système médiatique d'information-communication et le système politique de la démocratie représentative. » Le premier entretient l'illusion de l'égalité des chances, le deuxième l'illusion du pluralisme d'opinion et de la liberté d'expression, le troisième l'illusion d'un véritable pouvoir politique.

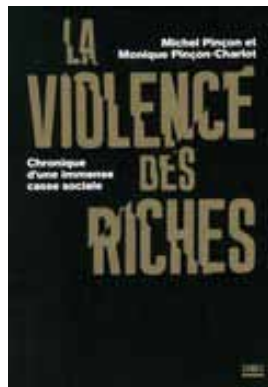
Les classes moyennes recherchent au moindre coût la plus grande jouissance possible, dans les meilleurs délais. Tout s'achète, tout se vend, la spirale du plaisir entend que chacun se mue en consommateur, travaille davantage pour gagner plus, pour consommer plus, pour jouir de la vie. La question que chacun doit ainsi se poser est : « qu'est-ce qui en moi a déjà été acheté, approprié par le système et fait de moi un complice qui s'ignore ? »

Cela passe par une critique et une réforme des mœurs. Pour cela, l'auteur mise sur une « renaissance de l'idéal démocratique » qui « commence forcément ici et maintenant, dans notre vie de tous les jours, avec les efforts que nous consentons pour remédier à notre assujettissement par le système et nous affranchir toujours davantage de la servitude involontaire où il nous tient. »

Stéphanie Biron

Lecture

La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Ed. Zones, 2013, 252 p.



Les riches s'enrichissent tandis que les pauvres s'appauvrissent. En reprenant ce constat – démontré magistralement à partir de nombreuses enquêtes sur le terrain des riches et des exclus – Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot poursuivent leur mission obstinée de sociologues de la bourgeoisie sous l'angle de ses relations avec les catégories populaires. Dans le prolongement de leur précédent ouvrage *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, La Découverte, 2011. Mais cette connivence, cette collaboration entre les politiques et les riches s'observe également avec François Hollande et nombre de ses ministres. Le trésorier de campagne de François Hollande, Jean-Jacques Augier, devenu un homme d'affaires avisé, est alors actionnaire de deux sociétés offshore dans les îles Caïman, paradis fiscal des Caraïbes, sous souveraineté britannique.

Quelques semaines après son « fameux » discours du Bourget où François Hollande désigna le monde de la finance comme son ennemi principal, il déclare lors d'un entretien avec la presse anglaise : « La gauche a été au gouvernement pendant quinze années, au cours desquelles nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés de la finance et aux privatisations ». Tout est dit... Quant à Pierre Moscovici,

La Violence des riches

ministre de l'économie, il fréquente le Siècle, cercle rassemblant les plus riches et les têtes couronnées. Et certains ministres assistent à des conseils d'administration de grosses entreprises...

Mêlant avec précisions et bonheur enquêtes, portraits, vécus et données chiffrées aussi bien dans les classes aisées, y compris les patrons du Cac 40, qu'au sein de la classe ouvrière, nos auteurs dressent le constat d'une immense casse sociale, d'un véritable pilonnage des classes populaires, un monde fracassé, en état de profonde désespérance sociale, au bord de l'implosion.

Domination non seulement économique-financière, mais aussi idéologique et psychologique, jusqu'à être intériorisée par les exploités. Même si ceux-ci parviennent – mais si rarement – à s'auto-organiser et à se révolter.

Exil fiscal sans vergogne des plus riches (au moins 60 milliards d'euros), cotisations patronales non payées (16 milliards d'euros !) par le recours au travail dissimulé, rédit d'impôt (20 milliards d'euros) consenti par le gouvernement de F. Hollande aux patrons pour « encourager » la compétitivité. Une concentration accélérée du pouvoir économique-financier et en parallèle une augmentation vertigineuse du chômage et de l'exclusion.

Loin d'être l'œuvre d'un « adversaire sans visage », cette violence de classe, qui s'imprègne dans les têtes et dans les corps, a ses agents, ses mécanismes impitoyables, avec la complicité des dirigeants politiques. Les multiples renoncements du gouvernement de François Hollande doivent être replacés dans la longue histoire des petites et grandes trahisons d'un socialisme de gouvernement qui a depuis longtemps choisi son camp.

Jo Briant

Les réactions sur twitter et sur des blogs affluent depuis quelque temps autour de la publication du *Dico des filles 2014* (éd. Fleurus) : vision stéréotypée des filles et des garçons (« *On parle d'intuition et de finesse pour les filles, de clarté et de concision pour les garçons [...] Elles parlent entre elles de leur sentiment, alors que les garçons partagent plutôt projets et actions.* »), opinions sexistes sur la place des filles, et notamment sur leur sexualité, informations erronées sur les IST, informations sur l'IVG fortement connotées moralement, et bien sûr, importance capitale donnée au paraître (maquillage, habillement). *Le Dico des filles* est un livre qui sort juste avant les fêtes, on le trouve aussi en grande surface. Or, c'est un livre rétrograde et dangereux. Combien de cadeaux de Noël pour petites filles le sont-ils ? Il suffit de regarder les magazines pour enfants pour se rendre

compte que ceux destinés aux petites filles véhiculent fréquemment une image très différente de celle offerte par des magazines non estampillés « pour filles ». Dans ce dernier, un petit garçon est le héros d'une histoire qui le fait sortir de chez lui et agir. Une alternative aux livres et aux magazines sexistes existe pourtant. Par exemple, pour les plus jeunes : *Marre du rose* de Nathalie Hense et Ilya Green (éd. Albin Michel) met en scène une petite fille qui s'interroge sur ses goûts, alors qu'on l'appelle « garçon manqué », et qui estime au final qu'elle est une « fille réussie ».

Avant de choisir des cadeaux destinés aux enfants, il convient d'être particulièrement vigilant...

Stéphanie Biron

Un Portugal essoufflé

Après mes trois séjours réalisés au Portugal durant les années 1970, je suis retourné voir ce pays à une époque où, comme la Grèce, il vit une cure d'austérité. Je suis cette fois-ci allé à Lisbonne et à Beja. J'ai pu avoir des rencontres avec des responsables syndicaux et politiques (Bloc de Gauche et Parti Communiste).

Un appauvrissement sans précédent

Depuis le début de la crise financière mondiale, la grande majorité des Portugais ont connu un fort appauvrissement. Le chômage a explosé : de 2009 à 2013, son taux est passé de 10% à 18%⁽¹⁾. La précarité s'installe. En deux ans, le chômage partiel est passé de 144 000 à 261 000⁽¹⁾. Le délai pour passer obligatoirement de contrats en CDD en contrats CDI a été rallongé de 3 à 6 ans. Si bien qu'aujourd'hui on trouve un million de travailleurs précaires⁽²⁾. À titre de comparaison, le Portugal compte 11 millions d'habitants⁽³⁾. C'est pour les jeunes que la situation est la pire : en deux ans, leur taux de chômage est passé de 28% à 42%⁽¹⁾. Pour ceux qui travaillent, le taux de précarité est de 40%⁽⁴⁾. Pour les vieux, on recule nettement l'âge de départ à la retraite : de 2009 à 2014, il est passé de 60 à 66 ans⁽⁵⁾. Les retraites des fonctionnaires vont baisser de 10%⁽⁵⁾.

Les salariés licenciés ont vu leurs indemnités de chômage, dont la couverture est de deux ans, baisser en 2011 de 80% à 60% de leur dernier salaire⁽⁴⁾. Mais seulement 40% des chômeurs sont indemnisés⁽⁴⁾. Certes, il existe un RMI dénommé RMG, égal à 419 €⁽⁴⁾, mais l'enveloppe consacrée à celui-ci étant limitée, les bénéficiaires sont sélectionnés.

Même si les prix sont, en moyenne, inférieurs à ceux pratiqués en France, il faut noter que le salaire minimum n'est que de 485€ et qu'il est gelé depuis 3 ans⁽⁴⁾. Si à Lisbonne le prix d'un café est généralement de 0,60€, les prix du litre d'essence et du ticket de métro sont semblables à ceux de Paris.

Une politique budgétaire s'attaquant aux faibles

Cette politique d'austérité est imposée par la « Troïka » (BCE, FMI, Commission européenne) pour que l'État portugais paie sa dette, qui se monte à 130% du PIB⁽⁶⁾, ainsi que les intérêts. Que font alors les gouvernements successifs du

Portugal ? Ils augmentent les prélèvements, diminuent les dépenses et privatisent. Mais les prélèvements supplémentaires sont particulièrement injustes : création en 2010 d'un impôt de 3,5% sur l'ensemble des salaires⁽⁴⁾, augmentation de la TVA. Par exemple son taux dans la restauration est passé de 16% à 23%⁽⁴⁾. En revanche les revenus du capital sont épargnés. Ainsi, dans le projet de budget de 2014, 75% des impôts directs sont prélevés sur les salaires et seulement 25% sur ceux du capital⁽⁷⁾.

Au niveau des dépenses, les employés de l'État morflent au moins autant que ceux du privé. Leurs salaires, sauf ceux du bas de l'échelle, ont déjà connu une baisse de 7,5% depuis 2010⁽⁵⁾. Pour 2014, ils doivent encore diminuer : généralement de 12% et pour ceux du bas de l'échelle de 2,5%⁽⁵⁾. Les cotisations de l'assurance-maladie des enseignants ont doublé⁽⁵⁾. Les budgets de l'Éducation et de la santé sont particulièrement en diminution : -18% pour l'Éducation, -14% pour la santé entre 2010 et 2014⁽⁸⁾. De même, les budgets concernant les allocations familiales, les personnes âgées et l'insertion baissent. L'État réduit les effectifs de ses personnels notamment en licenciant les salariés précaires. Par exemple, en dix ans, le nombre d'enseignants a baissé de 50 000⁽²⁾.

Du coup, on bourre les classes : les effectifs maximum des classes ont été, dans le primaire comme dans le secondaire, élevés de deux unités. La règle qui voulait qu'une classe possédant un élève handicapé réduisait l'effectif maximum de 5 unités a été supprimée. L'État se désengage des universités : de 2000 à 2013, sa part dans leurs budgets a chuté de 77% à 59%⁽⁶⁾. Le gouvernement vient d'annoncer une réforme de l'État qui, selon le responsable de la CGTP (Confédération Générale du Travail du Portugal) que j'ai rencontré, devrait aboutir à terme à la suppression de la moitié des 600 000 postes de fonctionnaires.

Alors que le gouvernement vient de supprimer quatre jours fériés, il voudrait augmenter le temps de travail hebdomadaire des salariés de l'État de 35 à 40 heures. Au sujet des privatisations, ses prochaines visées sont les transports publics et la Poste.

Une économie atone

Cette politique d'austérité se répercute sur la demande des consommateurs, et ce d'autant plus qu'avant la crise financière mondiale, les Portugais achetaient beaucoup à crédit : en effet, en 2010, l'endettement des ménages représentaient 103% du PIB, et celle des entreprises, 177,5%⁽¹⁾. Ainsi, la baisse de la demande provoque des licenciements dans le secteur commercial : 39 000 en un an⁽⁶⁾, les effectifs dans les grandes surfaces ont diminué de 7%⁽⁶⁾. Tous ces licenciements provoquent par ailleurs une dégradation des conditions de travail pour ceux qui restent en place.

Lorsque le Portugal est entré dans l'Union Européenne, grâce au faible coût de sa main-d'œuvre il a attiré de nombreuses industries, notamment textiles, de cette union. Mais avec la mondialisation de l'économie, les industriels ont trouvé des pays, notamment la Chine, où la main-d'œuvre était encore meilleur marché. Si bien que depuis quelques années, les industries ont tendance à repartir ailleurs. Ce qui laisse encore plus de salariés sur « le carreau ». Le mouvement social accompagnant la Révolution des Œillets (1974) avait permis d'augmenter la part des salaires dans le PIB : de 1973 à 1975, elle avait progressé de 49% à 65%⁽⁷⁾. Mais en 2012, ce chiffre est retombé à 48%⁽⁷⁾ !

Les conséquences de l'appauvrissement

Cette baisse de niveau de vie a de graves conséquences sociales. Le responsable de la Fédération Nationale des Professeurs que j'ai rencontré m'a affirmé que le déjeuner gratuit servi aux indigents le midi, à la cantine de l'école, était pour un certain nombre d'élèves le seul repas pris de leur journée. Le taux de pauvreté infantile est de 29%⁽⁹⁾. Avec la crise, de nombreux ménages sont expulsés du logement qu'ils avaient acheté car ils ne peuvent plus payer les mensualités. Le Portugal n'ayant quasiment pas de logements sociaux, et les allocations logement étant inexistantes, la plupart de ces expulsés sont recueillis par des membres de leur famille dans des logements, qui, au Portugal, sont souvent de petite dimension. Durant mes promenades dans Lisbonne j'ai pu voir un bidonville !

Cet appauvrissement provoque, comme dans les années 1960, à l'époque où le Portugal était sous-développé, une émigration massive : l'année 2012 a, à ce sujet, battu le record de 1966 : 121 000 départs⁽⁸⁾. Mais, à la différence des années 1960, ce sont maintenant surtout les jeunes diplômés qui s'expatrient. Il faut savoir qu'en 2012, la moitié des 25-34 ans, diplômés d'une licence, étaient au chômage. En outre, les pays de destination se sont diversifiés et éloignés. En effet, en plus des pays européens, les émigrants partent en Angola, au Brésil, en Australie...

Certains jeunes retournent à la terre, notamment pour pratiquer l'agriculture biologique : dans l'Algarve, en un an, le nombre d'installation d'agriculteurs a été multiplié par 4⁽⁶⁾. La multiplication récente du nombre de cafés-pâtisseries que j'ai pu voir est également la conséquence de la situation de l'emploi. L'émigration des jeunes et leur précarité ont des

conséquences démographiques : de 1990 à 2012, le nombre des naissances a chuté de 120 000 à 90 000⁽⁷⁾, devenant ainsi inférieur à celui des décès : 108 000⁽⁷⁾.

Une Éducation qui peine à se mettre à niveau

Au moment du déclenchement de la Révolution des Œillets, la population portugaise était en grande partie analphabète, le régime salazariste ayant maintenu volontairement celle-ci dans l'ignorance pour mieux asseoir sa dictature : 29% de la population adulte était analphabète en 1970⁽¹⁰⁾. Depuis cette date, l'enseignement s'est beaucoup développé au Portugal et aujourd'hui les autorités n'acceptent plus que les familles n'envoient plus leurs enfants à l'école. La mobilisation des enseignants durant la révolution des Œillets avait abouti à l'élection du chef d'établissement par les enseignants concernés. Mais au fil des années, l'État a laminé cette forme autogestionnaire qui a fini par mourir en 2009. Aujourd'hui l'enseignement est théoriquement obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. Mais au dire du responsable de la Fédération Nationale des Professeurs, les échecs scolaires sont nombreux et sont dus à la trop rapide extension scolaire. Si bien que la règle des 18 ans n'est pas complètement appliquée. Cependant, les élèves restent motivés par l'école jusqu'à ce qui équivaut au brevet français. Alors qu'en 1977, seuls 11% d'une classe d'âge entrait à l'université⁽¹⁰⁾, aujourd'hui ce chiffre atteint 30%⁽⁵⁾. Mais ces dernières années, les conditions financières des étudiants se sont fortement dégradées par le désengagement de l'État : aujourd'hui, le tiers du budget des universités est financé par les droits d'inscription⁽⁶⁾. En conséquence de quoi certains étudiants s'endettent fortement : 17 000 d'entre eux doivent en moyenne 12 000€ à leur banque⁽²⁾.

Le Portugal connaît une certaine vitalité culturelle. Dans une ville comme Beja (36 000 habitants⁽³⁾), j'ai pu voir qu'il s'y déroulait un certain nombre d'activités et de manifestations. Dans les assez nombreuses petites librairies de Lisbonne, j'ai pu constater une variété de l'édition, notamment en ce qui concerne les sciences humaines. À l'une des manifestations à laquelle j'ai participé, j'ai vu une pancarte qui revendiquait le « 1% pour la culture » dans le budget de l'État.



La femme portugaise transformée

Depuis mon premier séjour au Portugal en 1975, la condition de la femme s'est beaucoup améliorée. En effet, à cette époque la femme était très soumise notamment à l'Église. Même dans les milieux révolutionnaires l'égalité des sexes était loin de prévaloir. Par exemple, dans les grandes fermes autogérées de l'Alentejo, résultant de l'expropriation des latifundia par les ouvriers agricoles, les salaires étaient différents selon le sexe : les femmes touchant moins que les hommes.

Aujourd'hui, la CGTP travaille à faire adopter dans les entreprises un protocole qu'elle a élaboré afin d'aboutir à l'égalité salariale quel que soit le sexe.

Alors qu'en 1998, le référendum sur la légalisation de l'avortement avait donné un résultat négatif, celui de 2088 sur le même sujet a donné le résultat inverse. Le Portugal a adopté le mariage gay avant la France. En lien avec le développement de la scolarisation, les comportements des femmes ont beaucoup changé et les rapports hommes-femmes sont devenus beaucoup plus égaux ; plusieurs de mes interlocuteurs me l'ont confirmé. C'est ainsi qu'il faut interpréter le fait que, suite aux élections municipales de septembre 2013, 7 des 14 maires du Bas-Alentejo sont maintenant des femmes⁽⁶⁾.



Un fort mouvement social qui n'aboutit pas

La politique d'austérité imposée par la troïka ne s'est pas réalisée sans réaction. Les jours de grèves générales accompagnées de manifestations ont été nombreux. En plus de ces actions syndicales, il y a des manifestations « citoyennes » qui rassemblent autant de monde que les manifestations syndicales. Les mobilisations les plus importantes ont eu lieu en septembre 2012 et en mars 2013. Une de ces manifestations a, selon le militant CGT, rassemblé 300 000 manifestants place « comercio » de Lisbonne. Le 15 septembre 2012, il y aurait eu un million de manifestants dans l'ensemble du pays. Si la syndicalisation est moindre dans le secteur privé que dans la fonction publique, les travailleurs du privé étaient très présents dans ces cortèges d'envergure. Autour de la période de mon séjour, durant cinq week-ends consécutifs Lisbonne a connu ce genre de manifestation. Mais les deux auxquelles j'ai participé n'avaient pas l'envergure de celles citées ci-dessus. L'une d'entre elle est partie de la place du Rossio pour suivre ensuite la rive du Tage et aboutir devant le Parlement. Les deux principales revendications de ces deux manifestations étaient la modification du projet de budget 2014 et la démission du gouvernement. On réclamait un nouveau « 25 avril » (1974). La troïka était particulièrement mise en accusation : « pas de démocratie sans souveraineté » disait une pancarte.

D'autres dénonçaient l'exploitation et l'appauvrissement ou encore elles demandaient la tenue d'un référendum sur la sortie de l'euro.

Durant mon séjour la Poste et le métro de Lisbonne ont fait 24 heures de grève contre le projet de leur privatisation. Le jour de la grève du métro, aucune station n'était ouverte. D'autres jours de grève sont prévus dans ce service courant novembre. Une pétition contre la privatisation de la Poste a déjà recueilli 13 000 signatures⁽⁶⁾. Un forum contre la

précarité était prévu en novembre. Les fresques que j'ai pu voir ici ou là dans les rues m'ont rappelé la Révolution des Œillets.

Si les manifestations n'ont, selon mes interlocuteurs syndicaux, très rarement décroché directement quelques résultats, en revanche le Tribunal constitutionnel a, à cinq reprises, annulé des mesures antisociales. Ces verdicts ne sont-ils pas la conséquence des mobilisations ? Ce tribunal est actuellement sollicité pour annuler le projet de budget 2012 car il suit le diktat d'institutions étrangères, or la Constitution issue de la Révolution des Œillets prévoit la souveraineté du Portugal.

J'ai noté que la présence des jeunes dans les manifestations était faible. L'intérieur de la Faculté des lettres que j'ai visité ne donnait aucun signe revendicatif. Comme me l'a expliqué un jeune, les jeunes ne croient plus à la politique ; les manifestations sont devenues des routines, me dit-il.

Des élections qui chassent les sortants

Le Parti Socialiste qui avait initié cette politique d'austérité a été balayé aux élections législatives de 2012. Il a été remplacé par une coalition de droite (PSP-CDS) qui, malgré ses promesses électorales, a poursuivi la même politique que le PS. De ce fait, aux élections municipales de cette année, les partis de cette coalition ont connu un revers au profit du Parti Socialiste mais aussi du Parti Communiste qui, allié au Parti Écologiste Vert, a remporté de nouvelles municipalités (Evora, Beja...).

À quand le changement ?

Si la majorité des Portugais s'appauvrissent, ce n'est pas le cas de tous. Comme dans les autres pays, avec le capitalisme les inégalités s'accroissent avec le temps. On m'a signalé que les restaurants de luxe étaient toujours autant fréquentés. Mais les inégalités sont particulièrement fortes au Portugal : ce pays a le plus fort coefficient de Gini au sein de l'Union Européenne⁽¹¹⁾.

Comme dans d'autres pays européens, les mesures d'austérité ont provoqué de grosses manifestations et grèves ponctuelles. Mais comme ailleurs, compte tenu de l'intransigeance des gouvernements la majorité des gens se lassent. Mais au Portugal, le mouvement social pose la question du pouvoir politique et réclame de nouvelles élections législatives. En revanche, le mouvement d'expulsion des patrons et des propriétaires qui avaient eu cours en 1975, notamment dans les chantiers navales et les latifundia, est, pour l'instant, absent de la partie.

Novembre 2013

Jean-François Le Dizès

Auteur de *Globe-trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur militant*, 2007, Éditions L'Harmattan

- (1) « A crise, a troika e as alternativas urgentes », éditions Tinta da China, août 2013, Lisbonne
- (2) Bloc de Gauche
- (3) Wikipédia
- (4) CGTP (Confédération Générale du Travail du Portugal)
- (5) Fédération Nationale des Professeurs
- (6) Le quotidien « Publico », Lisbonne
- (7) « Avente », organe du Parti Communiste Portugais
- (8) Le quotidien « Diaro de noticias » Lisbonne
- (9) UNICEF
- (10) L'état du monde 1982, éditions Maspéro, Paris
- (11) <http://www.statistiques-mondiales.com/index.html>

Calendrier

Quand ?	Quoi ?	Où ?
Vendredi 29 novembre 16h	Conférence-débat sur « l'impact du nucléaire sur notre santé » avec Abraham Béhar, organisé par Sortir du Nucléaire 38	Alpexpo - Grenoble
Vendredi 29 novembre 18h30	Conférence-débat sur la transidentité avec Nicolas Morel-Journal, organisée par le Planning familial	Maison des associations Grenoble
Samedi 30 novembre 14h-22h	8 heures pour l'Iran (projection, conférences-débats, musique, repas), organisée par le CIIP et Iran solidarité	Centre Œcuménique St-Marc Grenoble
Lundi 2 décembre 20h15	Conférence-débat sur l'évolution du climat après la parution du dernier Rapport du GIEC , avec Gerhard Krinner et Patrick Crique, organisée par les Amis du Monde diplomatique	Maison des associations Grenoble
Jeudi 5 décembre 19h30	Projection-débat-buffet sur « Luttes des femmes de Ouarzazate (Maroc) contre les dérives du microcrédit », avec une militante d'Attac Maroc, organisée par. Maroc Solidarités, le CADTM, ATTAC et le CIIP	Maison des Haitants, Vieux Temple-Grenoble
Mercredi 11 décembre 18h15	Conférence-débat « Pourquoi l'homme épuise t-il la planète ? » avec Jean-Pierre Dessertine, organisée par les Amis du Monde diplomatique	Maison des associations Grenoble
Jeudi 12 décembre 19h	Projection-débat-buffet « Pot de thé contre pot de fer » sur les tentatives de reprise de l'usine Fralib par les salariés, organisée par les Alternatifs	Maison des associations Grenoble
Vendredi 13 décembre 20h	Soirée formation-débat sur les risques sanitaires engendrés par le nucléaire , organisé par le Sortir du nucléaire 38	Maison des associations Grenoble

Gauche Alternative

mensuel des Alternatifs-Isère

ISSN 0998-84 67

n° de CPPAP : 0517 P 10 865

42 rue Saint-Laurent 38 000 Grenoble

Tel. 04 76 24 13 31

Directeur de publication :

Jean-François Le Dizès

Tirage : 350 exemplaires

Impression : Euro-Prim

47 av. Alsace Lorraine 38 000 Grenoble

Courriel : 38@alternatifs.org.

Site : www.alternatifs.org/38/

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 10 numéros : 10 €

Pour les économiquement faibles

(chômeurs, prestataires de revenus

minimum, étudiants, lycéens) : 3 €

(fournir une attestation)

Abonnement de soutien à partir de 20 €

Chèques à l'ordre de :

les Alternatifs-Isère

Bulletin d'adhésion

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel.

Courriel:



Ont participé à ce numéro : Jo Briant, Stéphanie Biron, Jacques Fontaine, Séverine François, Fabrice Lallement, Jean-François Le Dizès, Bernard Macret, Brigitte Pinède, Bernard Rival et Richard Usson.